

Sociologie de l'international

Cours de sociologie de "la politique étrangère" et de ses acteurs, s'appuie sur des travaux empiriques. Il y a un cloisonnement de l'étude des RI assez pénalisant, mais encore peu de travaux sur la défense par exemple, difficulté de l'accès au terrain surtout pour le renseignement. Note de synthèse sur un sujet travaillé en cours, revue de presse, ouvrage, entretiens etc. Pour la fin du cours, 3000 mots or annexe or bibliographie, retranscription d'entretien. Lire Alain Dewerpe et Sébastien Laurent. Lire une guerre perdue.

Chapitre 1) Les professionnels de la "politique internationale"

Les professionnels de la politique vivent de et pour la politique, cad spécialisé dans cette activité, qui l'exerce à titre principal et rémunéré pour cela. Sous-tend l'idée de carrière, possibilité de promotion et de durée. On peut également s'appuyer sur la sociologie des professions. Elle pose des critères pour identifier ce qui est une profession :

- Une démarcation par rapport aux non-professionnels
- Des dispositifs de sélection et de non contrôle à l'entrée
- Prétention de monopole
- Processus corporatif de contrôle interne et externe (vise à préserver l'autonomie de la profession)

Parler de professionnel de la politique internationale suppose qu'elle a ses logiques, codes, que c'est une activité à part. Aaron dans guerre et paix pensait que seuls les diplomates et militaires étaient acteurs de cela. Maintenant on sait qu'ils ne sont pas seuls, notamment via les mobilisations transnationales mais aussi les Etats en tant que tel.

A) Dynamiser le modèle de l'acteur rationnel : la crise de Cuba vu par Allison

Il montre que la poli de défense est une pp comme les acteurs fruit d'une lutte entre acteurs avec des visions différentes du problème et des solutions. Ils se battent pour imposer leur vision, il faut donc étudier la PE à la manière des autres pp. Bien que le sens commun de la PE est de voir l'Etat comme un acteur unitaire et homogène mais l'Etat ne marche pas comme un seul homme. L'intérêt national unifié est une fiction. On alors on réduit l'Etat à la personne de son dirigeant. Cette vision simplificatrice se trouve chez les acteurs eux-mêmes, les médias et certains travaux. C'est une vision héroïque de la politique internationale, réduite à un bras de fer entre dirigeants politiques. On interprète aussi les comportements d'Etats en terme d'intérêts nationaux ex le Mali pour lutter contre le terrorisme ou protéger ses apports en uranium.

Allison dynamite ça, non l'Etat n'est pas un acteur unitaire et l'intérêt national objectif n'existe pas → L'Etat n'est pas une entité monolithique, derrière l'Etat il y a des luttes entre acteurs pour définir la PE d'un Etat. La PE est le résultat d'une concurrence entre acteurs. Les grands événements de poli internationale ne s'expliquent pas nécessairement de grandes causes internationales. De plus, il y a toujours des définitions différentes de l'intérêt national, c'est un construit social.

B) Récit chronologique des principaux éléments de la crise des missiles de Cuba

En 1962 Cuba est récemment tombé dans la zone d'influence soviétique, le gouv us désire renverser le régime de Fidel Castro. C'est un tournant dans la gf, l'une des plus grosse crise de la gf. A priori cette crise a tout du modèle de la rationalité.

Du 16 au 22 oct 1962, crise couverte → Kennedy est informé que les soviétiques sont en train d'installer des missiles nucléaires à Cuba. Une cellule de crise l'ExCom (Comité exécutif du Conseil National de Sécurité) explore les options.

22 au 28 oct 1962, crise ouverte → Kennedy exige publiquement le retrait des missiles et ordonne un blocus militaire de l'île, mis en place le 24. Le 26 oct Khrouchtchev fait parvenir deux lettres à Kennedy, ce dernier accepte d'échanger les missiles à Cuba contre ceux en Turquie, à condition que cela reste secret. Le 28 octobre l'URSS annonce publiquement retirer ses missiles, on pense que les US ont gagnés. Plus tard on apprend que l'URSS a gagné bcp de choses notamment le retrait des missiles en Turquie.

Allison propose une dissection du blocus us à travers trois scénarios :

- Le paradigme de la politique rationnelle (insuffisant)
- Le paradigme de la politique organisationnelle
- Le paradigme de la politique bureaucratique (les deux derniers sont intéressants si on les combine)

C) Le paradigme de la politique rationnelle

On pense la crise en termes d'intérêts nationaux → on considère que les événements sur la scène internationale résultent des actions choisies consciemment par les gouv de leur intérêts nationaux. Les Etats choisissent la ligne d'action qui constitue leur meilleure option dans la situation à laquelle ils sont confrontés. L'Unité d'analyse est le gouv, la nation ou l'Etat onçu en tant que décideur unifié, homogène et rationnel. Il y avait une multitude de possibilités, ce paradigme présente cette option comme la plus rationnelle au regard des infos. Or, on avait pas toutes les infos, certains cherchent même à les cacher au profit de leur instit. La rationalité est donc limitée, d'autant plus que pour le chercheur c'est dire d'évaluer quelle option était la meilleure vu qu'on les a pas mises en place. De plus, tout ne s'explique pas par des intérêts.

D) Le paradigme de la politique organisationnelle

La PE est alors le résultat de l'activité d'une multitude d'organisations administratives relativement autonomes. L'intérêt national est dissout dans la diversité des orga impliquées qui ont des priorités, des cultures et des routines administratives contrastés. Les priorités, procédures et conflits bureaucratiques ont tendance à engendrer des réponses ou des solutions en nombre restreint et inadaptées à la situation spécifique. Il y a un gouffre entre ce que le chef d'Etat

choisit et ce que les orga bureaucratiques réalisent. L'intérêt national est donc dissout parmi les services, chacun veut faire augmenter les ressources de son administration ou son territoire administratif.

E) Le paradigme de la politique bureaucratique

Les conduites diplo résultent d'un vaste marchandage entre des dirigeants et groupes de joueurs aux intérêts multiples et à l'influence inégale. Réintroduit quand même l'idée de hasard. Les tractations dépendent aussi du passé, ex les alliances et de ce qu'on attend dans le futur influence les positions.

Where you stand depends on where you sit → les positions dans le jeu définissent ce que chaque joueur doit faire et peut faire, définissent les ressources, les avantages et les handicaps de chaque joueur. Chaque acteur lutte pour défendre sa vision du pb et de la solution en fonction de sa position et de sa trajectoire, cad qui il est socialement. Chaque joueur peut jouer des jeux différents. Les décisions stratégiques sont aussi liées à des enjeux de carrière, de réputation, électoraux. Ex Kennedy ne pouvait pas ne rien faire pour des enjeux électoraux. Ne pas séparer la politique extérieure de l'intérieure, les acteurs sont persuadés que la poursuite de l'intérêt national passe par la prospérité de leur propre position dans le jeu national de la PE. L'action est donc pensée comme un résultat politique, d'alliances, de trahisons etc par des acteurs pour faire avancer leurs positions. Or peut de chercheur adopte cette perspective.

F) Une approche "interniste" nécessaire mais insuffisante

Allison nous fournit une grille de lecture mais on gagne à réfléchir et modifier un peu sa pensée. Le jeu dans lequel s'élabore la poli de défense est plus étendue qu'il ne le pense, il néglige les acteurs périphériques tel que l'op ou les groupes d'intérêts. On lui reproche aussi d'avoir sous estimé le rôle du chef de l'Etat, ce n'est pas un acteur parmi les autres, notamment car il a des ressources supplémentaires de part ses nominations. Il peut nommer à des postes influents des gens qui partagent ses positions. Il y a également la diplomatie des sommets et il ne faut pas sous-estimer les déterminations internationales. Même si les diplomates ne sont pas de simple exécutant, on peut trainer des pieds ou en organisant des fuites dans la presse pour aborder des choix présidentiels.

Il faut dépasser une vision interactionniste des RI → Allison pense que les actions d'un Etat pèsent sur le comportement d'un gouv tiers qu'à la condition qu'elles influencent les luttes de pouvoir internes à ce dernier. Or, la PE n'est pas un simple prolongement de logiques internes/nationales. Ex l'opex au Mali est en particulier lié à son histoire coloniale. Il faut articuler les "petits jeux" nationaux aux "grandes logiques" entre Etats.

I) Les diplomates et le quai d'Orsay

Le métier de diplomate fait l'objet de bcp de sens communs mais peu de travaux sociologiques, favorise les journalistes en position de dénonciation. Ex le journaliste Jaubert qui dresse un constat sévère de cette institution, qui connaîtrait la plus grande crise de son histoire, une administration opaque, mal traitée par le pouvoir politique, qui ne serait pas où il va. Dénonce ce qui serait les montants des diplomates très élevés, dénonce les privilèges, du pantouflage, s'oppose à une image prestigieuse de ce milieu, difficile de connaître la réalité de ce métier.

A) Éléments pour une sociologie du métier de diplomate en France

Les diplomates n'ont pas le monopole de la diplomatie et de la PE de l'Etat → plusieurs ministères se penchent sur l'action publique extérieure (ex ministre des armées). Samy Cohen situe l'âge d'or de la diplo fr sous la 3e république, il avait le monopole de l'expertise sur la diplomatie fr et se perpétue largement sous la 4e mais sous la 5e véritable présidentialisation de la PE, réduit leur autonomie. Le quai d'orsay serait alors des exécutant des volontés présidentiels. En outre presque tous les ministères ont dvpés des ministères des ri, véritable fragmentation de l'action extérieure. De plus, il y a une privatisation de l'action extérieure. Les acteurs non-étatiques s'affirment (ong, citoyens, médias, assos etc). Auquel s'ajoute le dvpm de la diplomatie des villes. Le MAE ne serait plus qu'un acteur de la diplomatie parmi d'autres. En réalité il faut distinguer selon les domaines et ils gardent un rôle de coordination selon les ministères.

Une bureaucratisation du travail → multiplicité des tâches et fonctions au MAE, diplomate c'est pas juste négocier. Christian Lequesne distingue 3 rôles dans les diplomates : le bureaucrate (applique les routines et procédures), le médiateur (négocie) et du héros.

- La **bureaucratie** domine dans les faits et vivent avec regret ce travail qui prend de plus en plus de place.
- Ils aspirent plutôt à être **médiateur** et héros, Lequesne montre à quel point les repas doivent être conviviaux pour se créer des alliés. Le soutien aux entreprises fr est également important c'est la diplomatie éco. Les intérêts des grandes entreprises peuvent être partie intégrante des intérêts d'un Etat, ex vente d'armes. La réduction du budget du MAE conduit les ambassades et consulats à devoir rapporter de l'argent, financiarisation de la profession. Pour cela on loue les locaux de l'ambassade ou du consulat à des entreprises ou trouver des mécènes privés.
- Le rôle du **héros** c'est si un diplomate agit dans une crise, autonome de Paris.

Un petit ministère structuré par un ensemble de normes et de clivages → La Fr possède le 2e réseau diplomatique au monde, un fonctionnaire international sur 10 est fr, à l'onu la fr est au 2e rang par ex mais le quai d'orsay représente moins d'un 1% du budget de l'Etat. Il y a un fort esprit de corps dans le MAE, il y a des grades, une hiérarchie. Kingston de Leusse parle de morale aristocratique en 1998, une enclave de noblesse, exigerait un savoir-être et un savoir-faire. C'est un métier de représentation qui impose une étiquette, un devoir de réserve et respecte un protocole diplomatique. Cette manière d'être se retranscrit dans les notes diplomatiques, il faut peser ses mots, prudence extrême, conduit à une écriture lisse. Les logiques de recrutement : via l'ena ou concours d'orient (veulent devenir diplomate). Majoritairement issus de classes moyennes mais surtout supérieures comme dans la haute administration publique en générale, mais

pas que des nobles. Les hommes restent majoritaires. Le premier poste est toujours à Paris, poste de rédacteur. Réseau essentiel, le rang etc aide, mènent aussi à une politisation des carrières notamment par les passages en cabinets ministériels. Le quai d'orsay est traversé par une série de clivages entre l'indépendance et le rang et ceux dans l'occidentalisme. Pour lesquelles la majorité des ambassadeurs entre les années 60 et 2010 sont porteurs de la carte mentale de l'indépendance et du rang repose sur la quête systématique d'indépendance des us, s'intéresse au monde arabes, conviction que la fr doit conserver des relations privilégiées avec l'africain de l'ouest et croyance dans la langue fr comme outil d'influence diplo. Les occidentalistes seraient plus attentistes, conservateurs, anti-iraniens, contraire à l'héritage gaullo-mitterrandien.

Des producteurs de la politique de l'Etat→ traditionnellement ils sont présentés comme de simple exécutant de la PE fr. Le flou et l'interdépendance permettrait à certains diplomates à agir en poli, notamment sur la mise à l'agenda. Les fonctionnaires décident si c'est un dossier technique ou poli, c'est eux qui tranchent. Les haut fonctionnaire ont donc une certaine influence, notamment par les propositions qu'ils font ou la façon dont ils posent un problème. Le directeur de cabinet est une figure majeure, il tient au jour le jour les affaires sensibles, a plus de contact avec l'admin que n'en a le ministre et dispose des infos de la volonté poli du ministre. **Lesquelles distingue 5 tâches au cabinet** : lieu de coordination interministérielle, gère les crises, transmet les priorités du ministre, lieu où se discute les nominations, se prépare les éléments de langage. Etre membre du cabinet induit donc du pouvoir.

B) Les "ayatollahs du nucléaire" vs "la rue arabe" : la diplomatie française et la crise du nucléaire iranien

Le quai d'orsay a le lead sur la définition de la PE fr sur la crise du nucléaire iranien, même si le ministère de la défense est inclus et autres. Plusieurs acteurs : UE, ONU et direction des affaires stratégiques et l'ANMO. La Fr veut empêcher son obtention de l'arme nucléaire en suspendant ses activités dangereuses. Fr a une stratégie de double approche : offre des coopérations ambitieuses en échange, en parallèle on promeut à l'ONU et l'UE des sanctions pour contraindre l'Iran à négocier. Les autorités poli fr ont présentés les sanctions comme nécessaires, or pendant longtemps la fr c'est opposé à l'idée de sanction promu dès 2003 par les us. L'adoption des premières sanctions en 2006 provoque des tensions. Clivage entre les diplomates responsables des questions atomiques (sous-direction du désarmement et de la non-prolifération nucléaire) et ceux en charge des relations bilatérales avec l'Iran (sous direction du MO).

Pour les diplomates en charge des questions atomiques→ un Iran doté de l'arme nucléaire aurait des conséquences "désastreuses" et "tragiques", un risque de prolifération régionale, un risque d'usage offensif de l'arme nucléaire en rupture avec la logique de dissuasion. Veulent des sanctions y compris en dehors du CS, ne pas exclure l'option mili.

Pour les diplomates en charge des relations bilatérales avec l'Iran→ relativisent la menace nucléaire, la survie d'une doxa gaullienne, d'autres enjeux dans ce dossier (régionaux et éco), les sanctions seront inefficaces et contre-productives. Il faut négocier avec l'Iran.

Comment expliquer ce clivage ? lié aux responsabilités et filières contrastées qui impliquent des intérêts différents.

Des luttes bureaucratiques intenses entre des diplomates aux intérêts différents→ les diplomates des questions atomiques sont insérés dans la filière stratégiques, au quotidien ils travaillent en étroite coopération avec les us. On les appelle les ayatollahs du nucléaire et atlantistes. Les diplomates en charge des relations bilatérales avec l'Iran sont des spécialistes de la région, veulent préserver les relations. On les appelle la rue arabe, qui ne seraient pas assez fermes. Des affrontements rudes au sein du MAE entre ces deux groupes qui se trouvent mutuellement incompétents. L'intensité de cette lutte est telle que les volontés du chef de l'Etat peuvent être contrariées. La ligne dure s'impose sous Sarkozy pour s'opposer à Chirac. L'affichage d'une ligne claire du président pousse les diplomates au conformisme. Changement d'orientation poli s'accompagne d'un changement personnel, les diplo en charge du MO sont déclassés mais ils trouvent quand même des alliés à l'international dont la Chine et la Russie qui s'opposent au CS aux sanctions.

II) Les militaires et le Ministère des Armées

Plus de 30 000 militaires sont déployés, 6 000 en opex (barkhane et chammal majoritairement). Il y a 206 000 militaires en France et plus de 200 000 civils rattachés au ministère. C'est un important ministère. Un des principaux recruteurs de l'Etat. Justine Brabant et Leila Minano dans "mauvaise troupe. La dérive des jeunes recrues de l'armée française", depuis les attentats on recrute beaucoup, pub agressive, on vivrait des aventures extraordinaires dans l'armée. Cet ouvrage s'intéresse aux désillusions des recrues, notamment de sentinelle, beaucoup moins intéressant qu'une OPEX. Des OPEX pas suffisamment préparés, zones de fortes tensions. Le retour en famille est difficile, dur de parler de son expérience. Le budget du ministère est conséquent, 37,5 milliards d'euros en 2020, donc plus de 2% du budget de l'OTAN (en accord avec l'OTAN).

La socio militaire émerge véritablement avec la WW2→ Les missions des armées ont beaucoup évolué, surtout avec la professionnalisation et une évolution du métier. Avec un retour de la violence guerrière alors que la violence est en occident mobilisée. On gagne à utiliser l'institution mili comme toutes les autres institutions, c'est ce qu'affirme Weber. On étudie la guerre et les poli de défense comme une autre pp. Une socio militaire c'est d'après depuis la fin de la WW2, largement fondée aux us qui émerge quand des sociologues ont pu y rentrer. Samuel Stouffer, *The American Soldier*, 1949 est une étude commanditée par l'armée us pour comprendre les comportements et attitudes et opinions des mili pendant et après la WW2. La lecture de cet ouvrage de Paul Lazarsfeld montre l'importance de la rupture avec le sens commun. Il part du constat que le sens commun n'éprouve aucune difficulté à comprendre les faits, les enquêtes socio compliqueraient les choses simples. Les soldats avec le plus d'éducation auraient plus de symptômes psychonévrotiques,

pendant le service militaire les ruraux ont tendance à mieux le vivre, les soldats originaires du sud des us supportent mieux la chaleur, les simples soldats de races blanches sont d'avantages destinés à être sous-off que les noirs sans ambitions. Chacune des propositions énoncés de sens commun est l'opposé des résultats de the american soldier. Lazarsfeld conclut qu'il est important de savoirs quels types de relations se produisent le plus fréquemment.

La socio mili regroupe : l'étude de l'organisation et de la profession militaire, l'étude des relations militaires/civiles et l'étude de la guerre et des violences de guerre.

A) Éléments pour une sociologie de l'organisation militaire et de la profession militaire

Une institution totale ? ce concept est élaboré par Erving Goffman "Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux", 1968 qu'il étend également aux casernes. C'est un lieu de résidence et de travail où on est coupé du monde, vit reclus, le reclus doit respecter ce que définit l'autorité dans les moindres détails. Elle se construit par une séparation nette du reste de la vie sociale, a pour but de façonner des hommes nouveaux, en transmettant des savoirs et attitudes. On impose aux membres des institutions totales de renoncer aux rites pour les séparer du monde extérieur. Elle crée des rôles qui lui sont propres et impose un mode de régulation des conduites en planifiant tout.

En dehors des périodes de formation et de quelques unités type légion étrangère la notion d'institution totale ne peut pas plus s'appliquer à l'armée. **L'armée aujourd'hui n'est en rien une institution coupée du reste de la société** : travail avec le domaine privé par ex. Le cas des exportations d'armement illustre ce rapprochement mili/privé. Il y a une véritable coopération autour de cette question, partagent des intérêts, s'illustre par le pantouflage. La Fr est 3e exportateur dans le monde, 8% du marché mondial. Les ventes fr ont grimpés de 72% depuis les années 2010. S'explique notamment par le succès de Dassault et de naval group. Les intérêts des entreprises fr peuvent devenir parti intégrante des intérêts des fonctionnaires fr. Ces exportations sont centrales pour le commerce extérieur français, permettent de conserver une autonomie stratégique, aucun pays européen ne peut soutenir seul ce secteur, il faut nécessairement exporter. Les exportations sont aussi un élément clé de poli international, renforce des alliances stratégiques etc. **Donc étroite collaboration entre les entreprises et le gouvernement.**

Une culture militaire? Peut-on parler de culture militaire. Une culture est une ensemble de traits distinctifs qui caractérisent un groupe social. C'est ce qui est commun à un groupe d'individus et qui le soude. C'est des traditions, codes, valeurs, règles etc. Il est souvent dit qu'être militaire c'est appartenir à une famille, une histoire, des traditions, des codes, symboles avec des insignes, médailles etc. Les symboles lient dans le passé et unissent dans le moment. Contribue à construire un entre-soi. C'est aussi une langue faite d'acronyme et d'euphémismes. Risque militaire au coeur de la culture, ce qui justifie aussi la soumission à l'autorité. Cet esprit est enseigné officiellement et officieusement lors d'instructions. Cette culture militaire créerait l'esprit de corps, finalement on ne meurt pas pour son drapeau mais la cohésion au sein de l'unité.

Les travaux récents soulignent la diversité des cultures mili, elle n'est pas homogène. La diversité des armes d'une part même si se dvp interarmée, il y aurait des manières différentes de se sentir mili. Chacun des corps d'armée a ses pratiques et codes. Ces cultures suscitent des tensions et conflits de pouvoir entre armées et à l'intérieur de chaque armée, remet en cause l'esprit de corps. Il y a des conflits récurrents notamment entre les forces conventionnelles et spéciales. Le modèle dominant reste celui de l'officier combattant de carrière, l'officier qui a fait ses preuves en opex. Aller lire briller sous l'épaulette Coton.

B) Éléments pour une sociologie des relations civils-militaires

La neutralité des armées n'est jamais complète ni jamais acquise, pas même dans les pays considérés comme démocratiques → Samuel Huntington "the soldier and the state. The theory and Politics of Civil-military relations" note que la menace pour les démocraties n'est pas un coup d'Etat mili mais la nature des relations politico-mili. Les travaux partagent l'idée qu'en démocratie les forces armées doivent être subordonnés, sous les ordres du civil, notamment selon Clausewitz. Clausewitz dit que le mili doit être un instrument du poli, la guerre n'est que la continuation de la poli par d'autres moyens. Huntington dans l'ouvrage précédent est inspiré par la décision de Truman de renvoyer MacArthur pour insubordination. Les américains sont inquiets de la croissance de l'influence mili dans la société. Il faut une professionnalisation avec un corps d'officiers neutres. C'est une thèse très discutée, professionnalisme ne conduit pas nécessairement à une neutralité poli.

Janowitz discute les thèses de Huntington et se concentre sur le corps d'officier au moyen d'une enquête empirique. Cet ouvrage distingue deux types d'officiers. Dans les années 60 le soldat de métier passe du soldat héroïque au manager ou technicien. Les missions de gestions et de coordinations sont de plus en plus prégnantes, le monde mili se civilisent. Cette hypothèse a connu un nouvel engouement à la fin de la guerre froide. Car il y a de plus en plus de tâches pour les mili, dimension poli s'ajoute. Dès la fin des années 50 les officiers de carrière doivent affronter des pb poli et diplo en opex qui sont loin de sa vocation initiale. Le soldat n'est plus un simple praticien de la violence guerrière c'est aussi un poli. Conduit aussi à une approche pragmatique au sein des armées qui privilégie les conflits limités et des victoires qui ne reposent plus sur la neutralisation des adversaires.

Les rapports entre le pouvoir politique et l'armée en France → En réalité même au sein des démocraties libérales l'armée a un pouvoir considérable, y a t'il une spécificités des mili par rapports aux autres fonctionnaires? Samy Cohen "la défaite des généraux : le pouvoir politique et l'armée sous la Ve République", 1994. S'intéresse aux opex, exportations d'armes, fabrications et doctrines etc. A la question qui décide sa réponse est le président. Il souligne la responsabilité

écrasante du pv poli dans la poli de défense. Cette prééminence s'explique par l'héritage des relations entre dg et les officiers lors de la guerre d'algérie et la dissuasion nucléaire. La guerre d'algérie est un traumatisme pour l'armée, pas uniquement lié à la défaite mili ou au statut de puissance moyenne, touche surtout la relation entre les officiers mili et le poli. Notamment marquée par le putsch de 58 et les menaces. Le double jeu de dg est une trahison pour certains mili, les autorités poli ont fermés les yeux sur la torture et l'un des plus illustres officier dg qui assoit la défaite des généraux en les privant d'expression poli. Le tabou algérien agirait sur les représentations que se font les mili de leur marge d'expression poli, un devoir de réserve. La logique de dissuasion nucléaire contribue aussi à cette subordination des mili. Bastien Irondelle souligne aussi le rôle décisif du chef de l'Etat, notamment dans la réforme des armées dans les années 95. On adopte l'armée de métier, met fin au service mili. Irondelle critique Allison et sa thèse de la dissolution de la solution, montre comment les idées du pré et de son entourage c'est imposé. Il est le maître du jeu; choisit les joueurs (nomination), les règles (procédures) et le calendrier. Ca a mené Chirac a imposé ses préférences malgré des résistances en s'appuyant sur des alliées.

Cette thèse est nuancée par d'autres notamment Genieys et Laura Michel avec la thèse du poids politique des hauts fonctionnaires. Met en existence l'existence d'un réseau de haut fonctionnaire spécialisé qui se vit comme une communauté, capable de façonner les résultats poli. Ce groupe pose les bases du programme du char Leclerc.

Grégory Daho souligne la transformation des armées dans des missions civilo-militaires ex protection de convoi humanitaire, déminage, distribution humanitaire etc. S'inscrit dans la stratégie de contre insurrection, conquérir les coeurs et esprits. Il soutient l'idée d'un effritement de la logique de dissuasion et le tabou algérien. La dissuasion est moins centrale qu'avant, accumulation d'opex. Le tabou algérien c'est érodé. On assistera à un rééquilibrage entre civil et mili.

La prégnance de la dissuasion nucléaire en France→C'est un enjeu de poli international. Les 5 membres du Cs, Israël, le Pakistan, la Corée du Nord et l'Inde ont l'arme nucléaire. 15000 armes nucléaires env, la majorité us et russe, entre 200 et 300 en France. 10% du budget de la défense est consacré à cette dissuasion. Les Etats disposant de cette arme poursuivent la modernisation de l'arsenal, la multiplication des tensions ravivent le nucléaire. Idée qu'on peut dissuader son adversaire par l'équilibre des forces. L'arme nucléaire amène à un changement du schéma de dissuasion, le risque n'est pas la défaite mais du suicide mutuel. La théorie de la dissuasion repose sur le modèle rationnel, aucun Etat n'aurait intérêt à l'utiliser face à un Etat qui la possède aussi. La paix repose sur des armes offensives, c'est une arme différente des autres, repose sur le non emploi, une arme de non guerre. Son objectif est d'éviter les conflits. En février 2020 inflexion lors d'un discours de Macron à l'école de guerre, il affirme que la dissuasion s'adresse à toute menace d'origine étatique. La solidarité avec les alliées de la fr font que les intérêts de la fr ont désormais une dimension euro, c'est une inflexion. Kenneth Pomeranz soulignait que la conditions pour que l'ue existe dans le monde était qu'elle ait une défense commune, il faudrait que la fr et uk fusionnent leurs armées au service de l'Europe. Les forces de dissuasions restent nationales pour le moment.

Il y a plusieurs conditions à respecter pour que la dissuasion soit crédible et inefficace →il faut être capable de livrer la bombe, une capacité de seconde frappe cad être capable de riposter. Pendant la gf les traités ABM de 1972 interdisent à la Russie et aux us de développer des missiles anti-missile. D'où les critiques aujourd'hui sur les us qui développent des missiles anti-missiles. Cette capacité de seconde frappe nécessite un appareil de renseignement sophistiqué. Il faut apparaître comme ayant la volonté de riposter, pour la rendre crédible est de se lier les mains, cad offrir sa population en otage.

III) Les agents de renseignement et la DGSE

Ils ont une mauvaise image→ ex la cia qui espionnent ses alliés, formentent des coups d'Etat, torture, la NSA qui fait de la surveillance de masse, les services russes qui assassinent les opposants. La France qui établit des liens avec des pays autoritaires. C'est aussi un objet de débat poli et social, notamment avec les révélations de Snowden en 2013 qui révèle programme de surveillance de la NSA. C'est devenu un élément de débat publique car le renseignement est en 1e ligne pour la lutte contre le terrorisme. On tente de normaliser le renseignement, comme si c'était un domaine comme les autres.

Coexiste également une image plus flatteuse, ce renversement d'image est incarné par le bureau des légendes. C'est une fiction mais avec des éléments crédibles sur les modes d'action notamment. C'est devenu un instrument de recrutement et de com pour la dgse.

La DGSE : une administration qui a vu ses ressources financières et humaines considérablement augmenter. C'est une des rares institutions qui a un budget en pente ascendante. Entre 5500 et 6000 fonctionnaires avec environ 300 agents à l'étranger. Secteur qui recrute, un métier hors normes, recrute beaucoup dans le cyber et recherche des linguistes et des analyses. Son budget est inconnu mais a triplé ces vingt dernières années. C'est un objet difficile à étudier.

Un domaine de l'action publique encore largement à explorer→ souvent les anciens espions écrivent à la retraite notamment sur les sujets sensibles. Il y a plus de travaux dans le monde anglo-américain mais orienté politiquement. Processus de professionnalisation avec une formalisation du recrutement.

A) Définitions du renseignement

Il n'y a pas de définition uniquement mais celle ci revient souvent, celle de Sherman Kent ancien des services secrets. **Le renseignement c'est d'abord une forme de connaissance, un type d'organisation et des activités.** Le renseignement c'est le savoir sur lequel les décideurs poli s'appuient et doivent avoir pour sauvegarder le bien être de la nation (n'est

pas neutre). C'est donc un outil qui aide à la décision, approche fonctionnaliste. Cette vision empêche de voir d'autres fonctions que remplissent le renseignement, met aussi de côté les intérêts de corporation de la bureaucratie.

On s'accorde sur une définition qui combine savoir et action. **Alain Dewerpe affirme que le renseignement c'est la forme institutionnalisée de l'espionnage dans l'Etat.** Le renseignement c'est la forme historique qu'a pris l'espionnage depuis le 19e, rationalisé et bureaucratique mais aussi professionnalisés. **Dobry dit que c'est aussi une manière de respecter le flou des usages sociaux de la notion de renseignement et mettre l'accent sur les "fonctions sociales du flou".** Il faut accepter ce flou sur les frontières du renseignement, leurs missions etc.

Une typologie classique :

- **renseignement intérieur** → même mission que la dgse mais sur le territoire national, dans le cadre du ministère de l'intérieur. Initialement c'était un service de contre espionnage avec bcp de policiers, depuis ça c'est élargis. Tourné vers une logique judiciaire. Contre le terrorisme notamment
- **renseignement extérieur** → vise à renseigner le gouv sur l'étranger tant les Etats que les groupes terroristes. Détectés les agissements d'autres services secrets ou autre contre la France. Neutraliser des ennemis, sabotage. Tous les coups sont permis. Dans chaque ambassade il y a des agents de la dgse, parfois attaché mili ou culturel à côté il y a les clandestins.
- **renseignement militaire** → La DRM fourni lors des opex des infos nécessaires à la conduite des opérations. Or des opex fourni une veille stratégiques sur l'état des armées étrangères.

Cette fragmentation est source de guerre de services, comme le montre G. Allisson. Notamment entre les policiers et mili, guerre réactivée avec la lutte contre le terrorisme. La dgse est de plus en plus sollicité pour des menaces extérieures qui touche le territoire national. Source de tensions et rivalités. C'est un fort enjeu dans la réforme du renseignement de 2008 qui vise à une meilleure coordination entre services, avec l'idée d'une communauté du renseignement. L'académie du renseignement vise à former et réunir les cadres des différents services.

B) Les activités des agents de renseignement

Les activités de la dgse sont organisées autour de deux fonctions principales distinctes (on ne peut s'occuper des deux fonctions pour éviter les biais de confirmations). OT contrôlent les comptes rendus d'autres OT:

- **Le recueil du renseignement** : On recueille le renseignement de 4 manières. La 1e est les sources ouvertes (notamment internet), la 2e est le renseignement humain (recruter des sources qui ont des infos qu'on recherche), moyens techniques (images satellitaires, écoutes téléphoniques), opérations spéciales.

Le renseignement humain (la manipulation des sources par des officiers traitants) : se dvp bcp avec des OT, parfois avec des couvertures diplo mais aussi clandestines si leur qualité d'OT n'est pas connu. Elle repose sur la manipulation de la source. Il faut chercher les secrets des autres, manipuler c'est l'art d'amener qqn à faire ce qu'il ne voulait pas faire. Dans une manipulation réussie on ne peut même pas remonter aux bénéficiaires. Passe parfois par du sexe, l'orgueil, l'idéologie, le chantage ou la compromission pour obtenir ces infos.

Le renseignement techno : se dvp, il faut des prs capables d'analyser ces données. Passe par ex par le renseignement d'imagerie, satellites, les drones, des centres d'écoutes. Snowden a révélé par ex que la NSA avait intercepté des docu secrets grâce à des implants espions dans les pc. L'avantage c'est que les dégâts sont moins pire si c'est technique que humain mais c'est très coûteux et peu pérenne car il faut sans cesse se renouveler. Pb aussi de stockage des quantités de données. Risque d'une surveillance de masse. C'est un outil complémentaire mais qui ne peut se substituer à l'homme.

- **Son analyse** : les failles et les dérives de l'analyse. Réalité de bureaucrate du renseignement, fait de rédactions et de notes administratives. Le principe de base c'est le cloisonnement et la paranoïa (toujours penser que l'ennemi cherche à nous induire en erreur). Il faut être capable de penser les informations autrement que ce qu'elles donnent à voir. Ils faut aussi considérer les intérêts bureaucratiques, on tend à exagérer la menace adverse pour justifier le budget. Processus de cover your ass, on veut à tout prix éviter de laisser un attentat alors qu'il avait son nom dans les fichiers donc vaut mieux dire qu'il y a toujours une menace terroriste. Il faut aussi s'assurer que ceux qui ont besoin de l'info les ai et attend, diffuser l'info et sans fuites.

L'action clandestine → le SA c'est les forces spéciales de la dgse, des mili sans uniformes et qui ne sont pas encadrés par des règles de droit. Contrairement aux forces spéciales de l'armée le gouv fr ne reconnaîtra pas les actions. Passe par la destruction de matérielle, opérations homo, mission de recueil de renseignement, tentatives de libérations d'otages. C'est une opération commandité par l'Etat mais non revendiquée. Le scandale du Rainbow Warrior de 1985 est un exemple d'échec, qui a remis en cause sa légitimité. Après avoir démentis on reconnaît en septembre le lien avec les affaires mais plusieurs personnes doivent démissionner, le PM Fabius reconnaît publiquement le rôle de l'Etat. L'action clandestine vise aussi à entretenir des contacts clandestins avec des mouvements ou des individus avec qui officiellement on a pas de liens. La France a par ex soutenu l'ASL, l'armée syrienne libre sous couverture d'aide humanitaire.

L'adaptation des services à la lutte antiterroriste → a changé les pratiques en s'inspirant des us qui étaient en avance. Notamment le travail de ciblage c'est du renseignement utilisé pour l'élimination physique de responsables terroristes). Passe notamment par des drones concentrés sur des prs. Ces pratiques ne sont pas entièrement nouveaux, elles s'appuient sur des pratiques inspirées des stratégies de contre-insurrection de la période coloniale notamment en Algérie. L'ex de l'Indochine de Sébastien Laurent, à travers des témoignages et archives il saisit le travail de la SDECE,

ancêtre de la dgse pour déstabiliser les groupes insurgés. Travail détaillé sur les identités des membres, tensions internes (sur la solde, la nourriture), dressent les origines géo des soldats, intercepte les com etc. Ce plan vise à déstabiliser l'ennemi, créer une psychose chez l'ennemi, afin d'alimenter les tensions identifiées au préalable, créer de la méfiance entre les chefs. Ex faire croire qu'il y a un groupe de prs mécontent avec des tracts, graffitis, d'abord anonyme puis signé, pareil pour des lettres, on met aussi en oeuvre des attentats. Provoque chez l'ennemi des chasses aux sorcières.

C) Les limites de l'internationalisation du renseignement : le cas de l'ue

La coopération est ancienne, notamment pour la lutte contre les anarchistes, pendant la WW2. Les five eyes témoignent de l'internationalisation des services. Passe par des accords permanents, des réseaux personnels entre chefs, partagent des renseignements, des méthodes, des profils etc y compris avec des pays autoritaires. Or toujours crainte de la fuite, de voir ses sources dévoilés.

La France comme d'autres Etats membres, ne veulent pas donner la compétence à l'ue en matière de renseignement →

La France freine cette coopération notamment la création d'une agence de renseignement européenne. Les fr sont favorables à l'interopérabilité, notamment pour les données biométriques pour faciliter les contrôles d'identité. Mais la fr ne veut pas donner de compétence à l'ue en renseignement et comme d'autres pays, c'est exclus des traités. Illustre qu'on est pas prêt en matière de sécurité de trop déléguer à l'ue. Risque que des choses se dpv sans la France.

La coopération européenne entre services de renseignement existe, mais les services ont tendance à privilégier le bilatéral : ex le club de Bern, le groupe antiterroriste (GAT), Intcen (intelligence Analysis center où on échange des bonnes pratiques, préoccupations etc). Notamment sur les européens partis en Syrie. Cette coopération ne se fait pas dans le cadre de l'ue, européanisation sans ue. On peut aussi faire l'hypothèse que c'est des lieux de socialisation qui peuvent déboucher sur autre chose.

Le partage de renseignement au sein de l'ue est jugé risqué et inutile → un déficit de confiance, le renseignement ne se partage pas mais se vend. Le secret sert aussi à défendre des frontières et des intérêts dans le champ européen de la sécurité. Sert à protéger des positions de pouvoir.

IV) Les groupes d'intérêt et les activités de lobbying

Un enjeu politique majeur est la question de l'influence des groupes d'intérêt. Se pose la question de leur légitimité, ils sont très critiqués, présentés comme des menaces contre la démocratie. Des acteurs non légitimes car non élus et représentants d'intérêt particulier. C'est le symbole de l'intrusion des intérêts privés dans l'Etat. C'est l'idée que les groupes d'intérêts remettent en cause les fondements de la démocratie représentative. Ils menaçaient la santé, l'environnement, l'avenir de la planète. Ils ont de plus en plus encadrés par la législation, notamment en France.

Pourtant les groupes d'intérêts ne représentent pas que des intérêts privés → aussi des ong, syndicats, think tank. Donc un ensemble d'entités qui prétendent agir au nom de l'intérêt général. De plus en plus d'ong recourent à des activités de lobbying même si ils veillent à se démarquer de leur image négative.

Les groupes d'intérêts peuvent être des acteurs valorisés et légitimes comme aux us ou parfois en Europe. Qu'ils sont essentiels à la prise de décision pour rendre les actions publiques plus efficaces et démocratiques. Car ils connaissent bien le terrain, auraient des infos techniques. Dès le début l'ue est construite dans l'idée que leur participation est nécessaire.

I) Qu'est ce qu'un groupe d'intérêt?

Dans un sens plus restreint c'est → une orga constituée qui cherche à influencer les pouvoirs publics et les processus poli dans un sens favorable aux intérêts qu'elle représente.

Il faut trois éléments, ce qui permet de les distinguer des partis et mouv sociaux :

- **La défense d'intérêts** : l'intérêt est l'élément constitutif du groupe c'est une pb, une frustration qu'on veut ériger en cause. Peut être matérielle, symbolique ou moral. Les pb n'existent pas en sois mais sont construit en tant que tel.
- **L'existence d'un groupe organisé durable** : institutionnalisée, dimension organisationnelle à ne pas surévaluer car seuls les gros sont vraiment hiérarchisés avec une professionnalisation des membres.
- **L'exercice d'une pression ou d'une influence exercée sur les pouvoirs publics** : dans la mise en oeuvre, mise à l'agenda etc.

Lobbying → notion floue qui recouvre une large palette d'actions qui empruntent à différents métier de la com, du marketing et des relations publiques et qui nécessitent des compétences diverses.

L'action des groupes d'intérêt ne vise pas nécessairement à influencer sur une pp → l'objectif peut aussi être la reconnaissance publique, chercher à se distinguer dans un espace concurrentiel de représentation des intérêts et des causes.

II) Les stratégies et l'influence des groupes d'intérêt

Les stratégies dépendent des ressources et de leurs répertoires d'action.

On peut distinguer les stratégies internes et stratégies externes même si en réalité elles s'enchevêtrent souvent →

- La stratégie interne c'est du lobbying, s'adresse directement aux décideurs, l'objectif est d'établir des relations privilégiées avec les pouvoirs publics. Ex on peut faire de la veille législative, on entretient un réseau. Evite le processus de politisation, veulent rester assez discret ils ne veulent pas que leur sujet devienne un enjeu poli. Afin de faciliter la prise de contrôle. Les stratégies internes peuvent aussi passer par la corruption.

- **Les stratégies externes sont des pratiques non coopératives** → Également de faire pression sur d'autres pour qu'ils fassent pression sur les décideurs, permet de rendre les activités du groupe d'intérêt plus lisibles pour ces adhérents. On ne cherche pas de lien de confiance. Stratégie de la politisation, permet une forte visibilité du groupe pour multiplier l'influence du groupe.

Lien fort entre ue et lobby permet de répondre aux critiques de eurocrates détachés, car les groupes d'intérêts sont plus proche du terrain. En échange pour les groupes d'intérêts permet d'avoir des finances, donne un écho euro. Cf Sylvain Laurens "les courtiers du capitalisme".

Mesurer l'influence des groupes d'intérêt, des études rares qui soulèvent une série de difficultés méthodologiques → La conduite de l'action publique est multiforme et le décideur qui endosse ce processus ne le maîtrise pas complètement. Surtout que les activités des lobbyistes se veulent le plus discrète possible. De plus on tend à réduire la réalité à une relation binaire, or en pratique il y a une multitude de lobbys en concu. Dur d'isoler un acteur. A Bruxelles et à Paris on relativise bcp l'influence des lobbys.

4 principes :

- La seule présence de groupes d'intérêt dans le processus de pp que ça implique une influence. Accès aux décideurs n'équivaut pas à l'influence.
- L'intervention peut aussi se jouer dans la mise en oeuvre.
- L'influence n'est pas seulement la capacité de faire ou de défaire des choses. Ça peut aussi être le maintien du statu-quo.
- C'est une relation de pouvoirs

C'est plutôt les fonctionnaires et parlementaires qui sont prédisposés ou non à se laisser influencer. La coïncidence des intérêts par ex, prêcher des convaincus.

Etude lobby pro-israélien dans la PE us par Mearsheimer et Walt → Le lobby israélien est très influent selon eux, notamment par un soutien matériel et diplomatique que les us fournissent à Israël depuis les années 60 de façon inconditionnelle. Israël aurait env 3 milliards de dollars d'aide direct, représente 2% du PIB israélien. Cette aide est inconditionnelle, Israël n'a pas à justifier la manière dont il va dépenser cet argent. Israël a un accès privilégié au renseignement us alors qu'il est parfois refusés aux alliés de l'otan. Les Us prennent toujours le parti d'Israël notamment au CS de l'ONU. Les auteurs disent que ce soutien considérable est en partie dû à un lobby israélien. Ce lobby a joué un rôle central dans la guerre en Irak en 2003 aussi par ex.

- Leur poli au mo reflète les préférences israéliennes.
- C'est un lobby comme les autres mais un terrain miné, peu difficilement travailler dessus sinon on va tout de suite dire qu'on est antisémite.
- Le lobby israélien n'est pas un lobby juif et ce n'est pas un acteur mais une nébuleuse d'assos et d'individus qui ne fonctionne pas de manière homogène et qui n'est pas exclusivement de juifs. Il y a aussi des chrétiens.
- Il ne se distingue pas des autres groupes influents (même moyens, ressources et actions).

Quelle est leur répertoire d'action? L'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) c'est l'asso centrale du lobby avec 150 salariés et bcp de membres. Les auteurs distinguent deux moyens d'actions principaux :

- **Des pressions directes sur les membres du congrès** : principalement par le financement des campagnes électorales. Aussi qu'on ne doit pas s'opposer à l'AIPAC sinon elle peut vous détruire.
- **Imposer un cadrage ou dominer l'espace public** : font pression sur les médias et le milieu universitaire. Et en s'assurant une présence au sein de puissants think tanks. Stratégie aussi d'accuser tous ceux qui s'opposent d'antisémitisme. Alors certaines prises de positions apparaissent trop risqués pour des politiciens.

Or le lien de cause à effet n'est pas prouvé. Néanmoins cette analyse pose une série de questions et de difficultés méthodologiques :

- Les auteurs se concentrent le seul lobby pro-israélien en éludant les autres contraintes de la PE. Ex l'intervention en Irak n'est certainement pas le seul fait du lobby.
- L'ouvrage ne fait pas suffisamment attention à la diversité du lobby et à ses rivalités internes. Comme si il n'y avait pas d'oppositions.
- Ils discutent leur sujet, essaie de rétablir la vérité, à imposer des positions, c'est pas une bonne manière de faire de la socio. On néglige donc d'expliquer les positions du lobby et on croit à l'intérêt national objectif. On interroge pas directement les lobbyistes on veut les dénoncer mais pas les expliquer.
- La non prise en compte de la **poli silencieuse** (notion de Culpepper) : on peut faire l'hypothèse qu'il y a des groupes indus qui ont un accès direct au poli pour défendre leurs intérêts éco en Israël et au mo. La politisation peut être un signe de ressource faible.

V) Les ONG et le travail humanitaire

Elles sont voir étaient à la mode, elles sont de plus en plus nombreuses. La notion d'ONE évoque une association de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et pétrie des valeurs humanistes et indépendantes des Etats. Les ONG ont des ressources croissantes humaines et financières. Ainsi, la Croix Rouge, 1e ong fr a un budget d'un million d'euros. Elles concernent plusieurs domaines avec des avocats, médecins, des fundraisers etc qui travaillent en siège ou sur le terrain. On observe un processus de professionnalisation du secteur.

Une image positive → généralement on pense qu'elles font du bien, en dépit des intérêts éco et égoïstes des Etats et entreprises. Elles rendraient le monde meilleur. Or, un discours de plus en plus critique se dvp dans les médias, chez les

académiques et acteurs eux-même. L'enquête us suite aux attentats du 11 septembre ont montré que plus de 300 ong ont soutenus indirectement cela. Les chercheurs critiquent leur légitimité, effets etc. Image altruiste a nuancer. Des acteurs eux même sont critiques notamment sur l'aide ali gratuite qui forcerait les paysans à maintenir des prix bas et n'encourage pas l'autonomisation. Alors que l'occident y trouve un débouché pour ses surplus.

[Les ONG comme groupes d'intérêts](#) → activité de lobbying non assumée comme tel.

[Des débats sur les « effets pervers » de l'action humanitaire](#) →

- l'aide extérieure est captée par des dirigeants corrompus et incompétents
- Une incompréhension des situations sur le terrain
- L'action humanitaire comme nouvelle forme d'impérialisme.
- Le risque de déstabilisation des marchés locaux

[Anne Poiret, documentaire 'Bienvenue au réfugistan'](#) → la durée moyenne de séjour dans les camps est de 17 ans. Des structures créent pour l'urgence perdurent. Les pays qui accueillent les camps sont utilisés comme moyen de négociation avec les pays qui les ont installés, notamment pour obtenir plus de ressources. Rente de situation. Les camps sont conçus à partir de kit pas du tout adaptés au terrain car c'est standardisé. Il serait plus simple d'aider ce que les gens font déjà plutôt que de tout apporter. Le documentaire souligne les risques du travail humanitaire dans les zones de conflits, ils sont devenus des cibles pour des groupes armés. Les humanitaires vivent eux-même dans des camps à distance physique des réfugiées. Ils vivent et travaillent derrière des barbelés.

[Sujet pas facile à étudier car on reste tributaire de l'image positive des ong.](#) Les ong serait indépendantes et altruiste or ça soulève des difficultés méthodologiques :

- Il n'y a pas de définition officielle des ong, leur statut dépend des droits nationaux.

[Les espaces de la solidarité transnationale sont des espaces fortement asymétriques](#) au sein duquel les effets de compétition, de hiérarchisation, voir d'exclusion sont intenses. Les ong n'échappent pas aux phénomènes de pouvoir, de patriotisme d'organisation' de luttes d'influence.

Ils veulent nouer une relation de confiance avec les autorités, veulent être considérés comme des experts, forme de lobbying. Également inégalités entre ong du nord et du sud, les ong du nord financent celles du sud qui sont donc très dépendantes. C'est une entreprise de désenchantement.

[2\) la professionnalisation des ong](#)

[C'est devenu une profession comme une autre, leur professionnalisation est appuyée par :](#)

- Une hausse de la masse financière et du salariat (vocation), on peut vivre de et pour l'humanitaire, faire carrière. Ex msf passe de 2 salariés en France a plus de 300 avec un budget multiplié par 13.
- Spécialisation des activités : savoirs, savoir-faire, formation etc ex avec des formations universitaires spécifiques.
- Mise en place de codes de conduites et de chartes de pratique, toutes les grandes ong ont une charte, veulent une pratique exemplaire pour attirer les dons.
- Avec un langage particulier : populations vulnérables, administrateurs, siège.
- Un véritable champ humanitaire se dvp avec ses logiques, témoin de son autonomisation, construit un entre sois et à leur légitimation. Néanmoins leurs salaires restent bien inférieures au secteur privé. Des modes de recrutement de plus en plus sélectifs : les motivations altruistes sont marginales dans la sélection. La compétence est devenue plus importante même si des habitus compatibles sont également recherchés ex pouvoir endurer des conditions de vie difficile. Veut également mieux former notamment via des stages de préparation au départ. Il y a des divisions entre ceux qui veulent plus focus sur l'expertise ou l'aide.

[Comment expliquer cette professionnalisation ?](#)

- L'action sur le terrain requiert de plus en plus des compétences techniques et des compétences organisationnelles et administratives

- Accroissement des fonctions des sièges des ONG.

- Exigences contractuelles, des bailleurs institutionnels pour la transparence, la redevabilité

- Effets de concurrence : ex MSF veulent être les premiers et le rester, ils y sont parvenus notamment par la voie de la professionnalisation.

[Naissance de Msf](#) : des médecins travaillent pour la croix rouge en 1968 au bïafra. Cette crise est la 1e crise humanitaire fortement médiatisée. La croix rouge se veut neutre et impartiale, ses membres ne doivent pas prendre partis. Cette neutralité doit garantir l'accès au terrain. Ce petit groupe de médecin pense assister à un génocide et ne veulent pas ne rien dire, à leur retour ils dénoncent l'immobilisme de la communauté internationale. Ils se construisent en opposition à l'obligation de silence de la CICR. [MSF souhaite se donner un rôle de modèle](#), crée aussi des kits. Cet ensemble d'outil et accompagné de livret pédagogique dans le but de gagner en rapidité et efficacité. Ses exigences en matière de recrutement augmente également. Forme ses membres, en organisant ses propres stages. Veulent avoir une place de 1e pla, affirmer une supériorité opérationnelle par rapport à ses concurrent. [Se professionnaliser](#). Dvpm également un rapport particulier à la critique au tournant de 1985. Depuis cette année elle fait de la réflexivité et critique un signe distinctif dans le champs humanitaire. Notamment, grâce à une prise de parole publique régulièrement. Car en 1985 lors de la famine en Ethiopie, fortement médiatisée, MSF entreprend une dénonciation solitaire de l'instrumentalisation poli de l'aide internationale par le régime en place. Dénonce donc certaines orga humanitaires. Il y a des revues internes à MSF qui publie des critiques. Chaque année il y a le rapport moral des ONG qui pointe davantage les limites et

faiblesses que les réussites. MSF bouscule ses membres passés, actuel ou en devenir. Ils institutionnalisant la critique pour faire la différence, voir la leçon aux autres orga, ce qui leur permet de conforter leur place pionnière.

Les déterminants de l'engagement humanitaire

Johanna Siemens→il faut distinguer entre les motivations de l'engagement donné par les acteurs (fabriqués par les individus) et les déterminants sociaux de l'entrée dans l'humanitaire. Les causes des pratiques ne sont pas connus par les acteurs eux-même, ils sont façonnés par des logiques sociales qui leur échappe. Elle reprend les trajectoires et socialisations qui favorise l'engagement, notamment des fondateur de MSF.

Il y a des différences entre bénévoles et salariés et d'autres diff mais on peut identifier des régularités→ il y a des dispositions sociales qui font que des individus s'engagent. Notamment lié au milieu d'origine, tel que l'expérience précoce de l'expatriation ou de l'engagement (poli, religieux, scout etc). Renvoi au passage par des institutions dites totales tel que des pensionnats où la frontière entre vie pro et perso est floue. Contribue au flou bénévolat et activité pro. Des ruptures précoces avec le milieu familial (géographique ou sociale) sont aussi récurrentes tel qu'un deuil, perte d'emploi etc. Ce qui produit une disponibilité à l'engagement et à l'expatriation. Sensibilisation à l'internationale est aussi importante.

Elle s'appuie sur Gaxie sur les rétributions du militantisme→ il faut des rétributions matérielles et symboliques pour faire durer l'engagement dans le temps. Notamment avec la rupture du quotidien, le dépaysement.

L'engagement dans le milieu humanitaire représente un coup personnel, qui augmente avec l'âge. C'est gratifiant à moins de 30 ans mais bcp moins plus vieux, effet d'enfermement dans la carrière humanitaire. L'expatriation longue réduit les possibilités de travail en France. Perd son réseau fr et créer une socialisation particulière à l'humanitaire qui aboutit à une difficulté à la réinsertion dans le pays d'origine.

Les Etats les plus puissants restent les acteurs majeur de la PE. Même si ont dit qu'ils sont en déclin, ils restent des acteurs de 1e plan, leur déclin est à nuancer. De plus, il faut rompre avec l'opposition binaire entre gouvernemental et non-gouvernemental. Ils sont très liés, des relations parfois conflictuelles mais souvent coopératives. Ainsi il y a un brouillard entre les deux sur le terrain humanitaire.

Les ONG participent à la mise en oeuvre de fragment de pp à échelle internationale→ notamment sur l'école, la santé etc ils ont une certaine expertise. Également logique d'enrôlement par les bailleurs de fonds, les ong se de plus en plus des sous-traitants des bailleurs de fond tel que l'ue. Ces bailleurs préfèrent le recours aux ong que l'aide direct souvent, notamment pour leur supposé proximité au terrain.

Les bailleurs peuvent tout de même exercer un contrôle sur eux, des pressions et priorités. L'aide humanitaire est toujours instrumentalisée par les pv en place selon Rony Brauman. Les gouv du terrain tentent de reprendre à leur compte les succès humanitaires, voir de corruption. Les pays d'accueil peuvent aussi faire pression sur les ong pour qu'elles rédigent des rapports alarmistes pour obtenir plus de ressources. Au Nigéria, l'action est compromise de part sa dangerosité. Parfois aucune présence humaine n'est possible et on peut simplement lâcher les aides sans vérifier que ça tombe entre de bonnes mains.

L'aide humanitaire a subi une captation par les Etats→ bcp d'OPEX sont justifiés au nom de principe humanitaire, parle d'interventions humanitaires. On peut douter de ce renversement. Relance le débat sur la guerre juste. Dvpm des stratégies de contre-insurrection depuis les années 2000, le champs de bataille est parmi la population. Le but est aussi de conquérir les coeurs et esprits de la population. Il y a des missions tournés vers les civils, ex reconstruction d'écoles.

Chapitre 2) La fabrique de la guerre au Mali

"L'Afrique est le seul continent qui soit encore à la mesure de la France, à la portée de ses moyens. Le seul où elle peut encore avec 500 hommes, changer le cours de l'Histoire". Louis de Guiringaud, ministre des AE, 1979.

1) Entrer en guerre et y rester

L'opération Serval puis Barkhane a commencé le 1er août 2014. Jusqu'à 6000 hommes sont déployés au nom de la lutte contre le terrorisme. La guerre au Mali est un moyen privilégié d'observer les transformations contemporaines de la politique internationale qui pèsent sur les actions et les capacités d'action de la France.

La France est un pays interventionniste, intervient plus souvent que la majorité des Etats, y compris ses alliés. Depuis 1963, la France a conduit 120 OPEX dans 17 pays, 600 militaires français sont morts. On a essayé de donner à cet interventionnisme, notamment avec un courant néoconservateur qui montrait en puissance en Fr. Or, ça n'explique pas la régularité des interventions, il y a des causes plus structurelles. Lié à la place qu'occupe la Fr. L'op se mobilise peu pour contester cela, elle semble plutôt favorable.

Le 11 janvier 2013 Hollande annonce l'opération au Mali. ça faisait des mois que le nord du Mali était sous le contrôle de groupes armés dont ALQMI. L'Etat malien est effondré et les groupes armés se dirigent vers le sud. Serval c'est jusqu'à 6000 soldats. C'est la plus grande opex fr or coalition depuis l'Algérie. Même si c'est sans commune mesure avec l'Algérie. C'est au nom de la lutte contre le terrorisme. Le terrorisme est compliqué à définir d'un pdv des sciences sociales, alors on le catégorise comme label poli.

Depuis 2014 l'intervention mili a dépassé le mali pour couvrir le sahel (mauritanie, burkina faso, tchad). L'intervention s'est internationalisée, notamment avec l'ue, OMP de l'onu la MINUSMA, le G5 Sahel qui réunit les Etats locaux, les USA (soutien logique et rens). Le Mali reste le focus et la fr le leader.

L'objectif officiel fr est de donner au Mali la capacité de se défendre elle-même, or c'est l'un des Etats les plus pauvres du monde. [On veut renforcer l'Etat malien et affaiblir les groupes terroristes pour pouvoir se retirer.](#) Du coup on fait des frappes régulières sur les terroristes, notamment éliminer des chefs. Également une volonté poli, de gouvernance pour favoriser les négociations entre le sud et le nord, notamment avec les touaregs qui revendiquent l'autonomie voir l'indépendance. Volet d'ypm pour soutenir le retour de l'Etat, notamment les infrastructures. [Volonté d'internationaliser l'OPEX pour en partager le coût et le fardeau.](#)

[Enjeux scientifiques](#)→ guerre contre le terrorisme n'est pas qu'une métaphore poli, recouvre une réalité opérationnelle. Or la fr a longtemps critiqué la guerre globale us. Cette guerre rappelle la "hiérarchie" entre les pays du nord et du sud, logique post-colonialiste. Montre également le rapport de force entre les pays qui prétendent dominer les affaires internationales et la capacité des us de définir les questions qui emportent dans la lutte contre le terrorisme et à exporter ses pratiques mili. Montre aussi les limites de la capacité d'intervention de la fr, surtout dans sa supposée zone d'influence.

[L'opération semble stagner, souvent des soldats morts, peu d'avance, s'éterniser.](#) On a aussi du mal à créer une coalition euro et internationale.

1) [Les conditions de possibilité d'un revirement poli](#)

[Il faut s'intéresser aux processus décisionnels et aux acteurs tel Allison.](#) En mai 2012, à l'arrivée de F.Hollande et de ses équipes au pouvoir, le Mali est constitué en dossier prioritaire à l'Élysée, au quai d'Orsay et au Ministère de la Défense. Mais la France ne doit jouer qu'un rôle de facilitateur, et uniquement cela ("nous n'aurons pas de troupes au sol, c'est clair et net"). La décision d'intervention "est dictée par la modification de la situation induite dans l'urgence". [Ce qui apparaît en janvier 2013 comme un revirement du chef de l'Etat ne surprend pas les armées.](#)

Il y a revirement et des conditions de possibilité qui l'ont rendu possible.

[L'entrée en guerre au Mali est le résultat d'une rupture stratégique](#)→ après des mois d'efforts diplo et mili pour une solution malienne. Tandis que les militaires ont déjà proposé à Sarkozy et Hollande des actes militaires. Dès mai 2012 une intervention mili au Mali est prévue mais c'est une intervention af qui est promue. La France ne devrait être qu'un **facilitateur**. C'est aux af de régler les questions qui les concernent. On veut éviter un nouvel afghanistan d'après Fabius dans sa justification de la lutte contre le terrorisme.

[L'intervention mili annoncée le 11 janvier 2013 a déjà commencé,](#) notamment des hélicoptères qui ont frappé, déjà un mort.

[Comment est expliquée cette intervention?](#) On la justifie comme nécessaire, inévitable, c'est pas un choix poli juste cohérent presque mécaniquement avec le contexte. Or, il y a des luttes bureaucratiques, luttes entre acteurs etc derrière une décision. Pourquoi un regroupement armée est considéré comme une menace. On pouvait ne pas intervenir, lancer un simple avertissement ou des frappes aériennes ou forces spéciales. Ensemble d'acteurs qui interviennent, dont le rns, différentes armées etc. L'Afrique est un continent privilégié d'intervention par la France, du coup on a des bases là-bas notamment au Tchad. Ce qui rend la projection très rapide. Le SA est présent au Sahel depuis longtemps, pour neutraliser et faire du rns, voire libérer des otages. L'opération Serval n'a donc pas été faite dans l'impréparation. Si la France a pu intervenir c'est aussi parce que d'autres Etats ont laissé faire la France. Car ils considèrent que l'Afrique, surtout à l'ouest est la zone d'influence fr.

On demande au président Malien de réécrire sa demande pour inclure la possibilité d'une intervention au sol. [Ça illustre le jeu ordinaire des acteurs de la poli internationale avec les règles de droit.](#)

Macron avait pour ambition de se désengager, or c'est plus compliqué dans les faits.

2) [Les dynamiques propres de la guerre](#)

Gael Faye "Quand c'est la guerre, c'est la guerre qui dirige".

Les autorités maliennes discutent avec des groupes armés considérés comme terroristes par la France tel AQMI. Surtout depuis le dernier coup d'Etat. [La France et le Mali n'ont pas la même vision des groupes terroristes.](#)

[Rompre avec les explications ordinaires des transformations en cours des poli anti-terroristes](#)→ il y a bcp de travaux sur le terrorisme mais assez peu sur les poli anti-terroristes, qui expliquent comment elles sont formulés, évoluent etc. Les travaux qui portent sur les poli antiterroristes sont assez normatives, cad montre ce qui devrait être et pointe les lacunes. Souvent on considère que les poli anti-terroristes ne sont que le fruit d'une adaptation au contexte, la menace change, la poli change. [Ce n'est pas présenté comme des choix poli.](#) Or, ce n'est pas si simple, c'est le résultat d'une compétition entre acteurs qui sont pris dans des logiques d'action différentes.

[Un terme difficile à utiliser dans une perspective scientifique](#)→ les terroristes des eux peuvent être les combattants de la liberté des autres

[Le terrorisme comme label poli](#)→ le terrorisme est compliqué à définir. Le mot apparaît en France en 1798 il désigne un mot de gouvernement utilisé sous la révolution, un mode de gouv violent. Il n'y a pas de définition juridique internationale du terrorisme. L'Assemblée générale des Nations unies considère le terrorisme comme suit: « Les actes criminels qui, à des fins politiques, sont conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans le public, un groupe de personnes ou chez des particuliers sont injustifiables en toutes circonstances et quels que soient les motifs de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou autre que l'on puisse invoquer pour les justifier. » [Hiroshima est un l'un des plus grand acte terroriste de ce pdv, donc les Etats usent aussi du terrorisme.](#) On peut distinguer deux moyens de définir le terrorisme : renvoyer au but recherché (terroriser, effrayer) ou s'intéresser aux modalités de la violence cad la disjonction entre les victimes et les cibles (violence indiscriminée qui frappe les populations civiles).La

véritable cible est le pouvoir poli mais la victime peut être n'importe qui. Les actions terroristes sont d'une certaine manière théâtralisées pour diffuser la peur, mise en scène de la violence.

La définition du terrorisme est un enjeu de luttes entre les acteurs qu'on étudie. Par ex le Mali va insister sur les touaregs, la France plutôt AQMI. Aucun groupe ne se qualifie lui-même comme terroriste mais plutôt comme libérateur, soldat. Puis ça change avec le temps, Y.Arafat et N.Mandela sont reconnus maintenant par plusieurs comme combattants de la liberté. Ceux qui gagnent on ne rétient plus que le combat pour la liberté, plus le terrorisme. Le terrorisme est très hétérogène aussi. Ex les alquaida sont différents entre eux mais encore plus avec l'ira ou autre. Vaut mieux le considérer comme un label poli. Puis nuancer, le nombre de morts sur les routes par ex est plus important que du terrorisme. Donc menace de relativiser.

L'anxiété créée par le terrorisme est un outil poli, on peut exagérer ce phénomène selon John Muller → conduit à des dépenses inutiles, des suractions poli qui peuvent faire plus de mal qu'autre chose (éco et civil). Il montre que les fonctionnaires et poli ont intérêt à parler d'une menace vague.

Le mécanisme CYA 'cover your ass' montré par Frank Harvey opère dans les ministères, poli et renseignement. Les responsables veulent prendre des actions énergiques et visibles car sont convaincus d'être les seuls à pouvoir les protéger. Or, la menace terroriste ne peut être systématiquement évitée. Mais si une attaque survient il est facile après les faits de déterminer ce qui n'a pas été fait pour les éviter. Or, avant les faits c'est quasi impossible de les prévoir. Alors on multiplie les mesures de lutte contre le terrorisme pour éviter de sous-évaluer ce risque. Surenchère sécuritaire pour éviter d'être blâmé quand il y a un attentat. Il montre que plus on a de sécurité plus on a besoin de sécurité. Les énormes investissements poli et financiers dans la sécurité augmentent les attentes du public. La demande sécuritaire viendrait indirectement du public. Il montre également que les morts ne sont pas égales, celles du terrorisme sont plus inquiétantes pour les élites.

Les démocraties occidentales seraient piégées dans leur propre dynamique. C'est une spirale qui s'auto-perpétue, une dynamique propre de la situation selon Clausewitz. Il montre qu'une fois mise en place les poli anti terroristes appellent d'autres, surenchère poli, éco engendre créer des conditions sociales à continuer la guerre. Pour lui la guerre est un duel entre des moyens chiffrables et les volontés.

L'armée française n'a pas intérêt à se retirer du Sahel → l'armée a tendance à croire qu'il faut toujours une opex en cours, ça entraîne, maintient le moral des troupes, de tester du matériel, source de prestige et de capital poli sur la scène internationale. Une opex est un accélérateur de carrière, qui permet de briller.

Néanmoins, on ne reste pas uniquement pour des intérêts corporatifs, c'est plus compliqué. Souvent la plupart des acteurs sont persuadés d'agir dans l'intérêt national ou de l'Etat.

3) L

II) Guerre et médias : "une guerre sans image"

I) Construire l'opinion publique

Politique internationale et démocratie → forte influence de la thèse de la paix démocratique, c'est l'idée que les démocraties ne se feraient pas la guerre entre elles. Cette hypothèse est devenue une doctrine poli notamment avec G.Bush qui voulait étendre la démocratie par la force au nom de la paix. **Deux explications :**

- **institutionnelle** : le rôle de la séparation des pv de la démocratie favorise la paix, faux car souvent le parlement par ex intervient peu sur les questions de défense, juste pour le budget et les déclarations de guerre. Alors qu'on ne fait plus de déclarations de guerre. La réforme de 2008 renforce le rôle du parlement sur l'exécutif mais reste faible.
- **Ça seraient les citoyens qui définissent la poli de l'Etat et donc prônent la paix** : les démocraties feraient donc moins la guerre car ça réduirait les possibilités de rester au pouvoir pour les poli.

Or c'est une théorie limitée, les Etats peuvent instrumentaliser les interventions et guerre pour l'OP. C'est ainsi que naît le concept de guerre asymétrique issu du pentagone US. La guerre asymétrique serait rapide et peu coûteuse, acceptée par les citoyens car implique peu de pertes humaines et rapide. Hollande voulait en un mois libérer Tombouctou, forme de guerre asymétrique.

Les responsables engagés dans la guerre au Mali ont recherché, avec succès, le soutien de l'op. Ainsi, il y a une mise en scène des combats sans images, on emprunte le discours militaire dans les analyses de l'intervention française au Mali. Il y a une mise en scène valorisante du monde militaire sur le terrain. Serval et Barkhane sont des guerres sans images, l'armée contrôle le travail des journalistes. En effet on voit peu de corps, de sang, de violence au contraire on voit des soldats propres et bien équipés. C'est une guerre largement méconnue car sans infos choquantes. On limite l'accès des journalistes aux zones de conflits, permet de contrôler les images et risques. Alors les médias montrent des cartes donc peu concrètes. Les médias utilisent même du vocabulaire mili et donnent une image valorisée des mili via les mots choisis et les mise en scène de caméras. Ex filmer devant une rangée de blindés souligne l'importance logistique. Mise en scène aussi de l'ennemi. Donc certains journalistes essayent d'avoir d'autres sources ex maliennes ou aller via des réseaux s'affranchir des contraintes mili, or tout le monde n'est pas capable de ça. Ex on ne diffuse pas les photos des cadavres mais plutôt les belles images.

III) Les violences de guerre et leurs transformations

1) Une mutation des formes de violence dans les relations internationales

L'idée commune d'une transformation des conflits armés est fondée sur trois constats empiriques :

- La guerre "classique" opposant directement deux Etats souverains est sur le déclin : conflits asymétriques (de multiples explications avancées à ce déclin ex car us sont le gendarmes du monde)
- La violence des affrontements, mesurés par le nombre de décès directement liés aux hostilités, se révèle moindre qu'auparavant
- Des guerres qui se déroulent au milieu des populations

Relativiser l'idée d'une mutation des formes de violence dans les ri → les "nouvelles" formes de guerres ne modifient ni l'organisation sociale de la violence au niveau international, ni les usages de la violence. A nuancer, car souvent les acteurs non étatiques sont soutenus par des acteurs étatiques ex en Syrie.

Il n'y avait qu'une centaine d'actualités, cad de dépêches, de vidéos ou de photos en 2013 envoyées par le ministre. Il y avait en moyenne 8 journalistes présents chaque jour sur le terrain selon un rapport parlementaire sur Serval.

II) Les origines coloniales des stratégies de contre insurrection

Il y aurait une culture stratégique de l'armée française spécifique → la France a la particularité d'être un pays interventionniste avec une manière de faire la guerre singulière. Parmi les éléments récurrents c'est la capacité de l'armée à être rustique, capable de faire beaucoup avec peu, la débrouillardise. Le succès de Serval est le résultat d'avoir montré qu'elle peut entrer en guerre seule. La prise de risque est politiquement assumée.

Le rapport logistique/force combattante est estimé pour Serval que le soutien représente 5 à 10% de la force alors que c'est 30% pour les US. A en croire les Français les Américains n'auraient pu être capables de se projeter avec si peu de logistique.

L'acceptation du risque physique est également un élément de la culture stratégique française, notamment avec le retour de combats au corps à corps même si ils sont relativement rares.

L'armée serait réticente à la guerre à distance ex pas trop pour l'usage des drones armés. Il y aurait un honneur à être sur le terrain. Ainsi, on use des drones mais sur le terrain alors que les pilotes de drones us sont aux us.

La stratégie de contre-insurrection → présentée comme l'une des évolutions les plus marquantes dans la manière de faire la guerre. Cette idée a émergé dans les années 2000 avec les us en Afghanistan et en Irak.

Christian Olsson, « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes des « cœurs et des esprits », *Cultures & Conflicts*, 67, 2007, p. 35-62 → passage du paradigme de la « guerre industrielle » entre États à celui de la guerre « au sein des populations ». l'enjeu stratégique décisif n'est plus l'épreuve de la force sur la champ de bataille mais l'adhésion de la « population locale » au mandat politique des militaires. Parfois les civils sont même utilisés en bouclier humain (pas forcément au sahel). L'asymétrie des forces rend toute la population suspecte.

Les stratégies de contre-insurrection trouvent leur origine dans le savoir-faire militaire colonial : qui visait à maintenir l'ordre. L'approche contre-insurrectionnelle en Irak et en Afghanistan des us présente de fortes similitudes avec la "pacification algérienne".

Elle s'appuie sur deux grandes étapes selon l'auteur : neutraliser les insurgés et contrôler les allégeances et représentations politiques des civils de la région.

- 1) identifier, localiser et détruire l'ennemi (usage de drones)
- 2) persuader les populations de la légitimité et de l'efficacité des troupes (institutionnalisation des actions civilo-militaires)
- 3) dissuader la population de coopérer avec l'ennemi (usage de la torture)
- 4) contrôler et surveiller étroitement les populations (construction de murs, recours à la biométrie)

Or, les stratégies de contre-insurrection ont rarement été des succès mais on continue de s'en inspirer.

L'eupéanisation contrarié de Barkhane → veut partager le coût et le fardeau en essayant de convaincre les pays europe qu'ils sont concernés notamment au regard du terrorisme et des flux migratoires. La France n'a pas réussi à mobiliser les Européens comme elle l'entendait dans la guerre au Mali. La France et ses représentants poussent à un partage du fardeau au niveau européen. EUTM Mali est créé, malgré ses limites, permet de dire que l'on reconstruit l'État malien et que l'on prépare le passage de témoin. Permet à la France de se retirer progressivement de cette mission d'entraînement pour se concentrer sur les combats. Une division européenne du travail politique? (une tendance à laisser faire la France car on s'attend à ce que la France intervienne dans son « pré-carré » africain)

Eupéanisation faible dû aux contraintes poli (ex en allemagne procédure complexe) et le fait que peu de pays sont capables de mener de A à Z une OPEX.

Takuba task force → projet français d'eupéanisation sans bruxelles. Seul l'Estonie a fournis quelques unités de forces spéciales.

IV) Une internationalisation contrariée : le cas de l'UE

V) Intervention d'un ancien commandant de la force Barkhane